



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 26 JUILLET 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent
1739

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18 juillet courant 1902, de nommer le révérend M. Kirouac, prêtre, curé, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Roch-Nord, comté de Québec, en remplacement du révérend M. Côté, qui a quitté les limites de la municipalité. 2683

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du sept juillet 1902, de nommer M. Lionel Bergeron, instituteur, de la cité de Québec, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection du comté d'Arthabaska, excepté les municipalités de Sainte-Clotilde, Saint-Albert, Sainte-Elizabeth, Saint-Médard, et Tingwick; les municipalités de Saint-Pierre les Becquets, Sainte-Sophie de Lévrard, Gentilly et Sainte-Marie de Blandford, dans le comté de Nicolet, et les municipalités de Leeds, Saint-Adrien d'Irlande, Saint-Ferdinand, Sainte-Sophie d'Halifax, et Saint-Désiré du Lac Noir, dans le comté de Mégantic. 2697

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 26th JULY, 1902.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 1740

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of July instant, 1902, to appoint the reverend Mr. Kirouac, priest, curé, school commissioner for the municipality of Saint Roch North, county of Quebec, to replace the reverend Mr. Côté, who has left the limits of the municipality. 2684

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh day of July, 1902, to appoint Mr. Lionel Bergeron, teacher of the city of Quebec, school inspector for the inspection district of the county of Arthabaska, except the municipalities of Sainte-Clotilde, Saint-Albert, Sainte-Elizabeth, Saint-Médard, and Tingwick; the municipalities of Saint-Pierre les Becquets, Sainte-Sophie de Lévrard, Gentilly and Sainte-Marie de Blandford, in the county of Nicolet, and the municipalities of Leeds, Saint-Adrien d'Irlande, Saint-Ferdinand, Sainte-Sophie d'Halifax, and Saint-Désiré du Lac Noir, in the county of Mégantic. 2698

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par commission, en date du quatorze juillet 1902, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes dans la municipalité du canton Duncaster, dans le comté de Terrebonne, et de nommer MM. Noé Forget, Xavier Lépine, Urgel Labelle, Thomas Thouin, Néhémias Laviolette, tous cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Lucie, commissaires de la dite cour. 2695

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par arrêté en conseil, en date du dix-neuvième jour de février 1902, de nommer M. Gordian Francis Maguire, de New-Carlisle, proto-notaire de la cour supérieure et greffier de la cour de circuit pour le district de Gaspé, à New-Carlisle, greffier de la cour de magistrat pour le comté de Bonaventure, à New-Carlisle. 2713

Proclamation

Canada
Province de }
Québec
[L. S.]

L. A. JETTE

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le **VINGT-UNIÈME** jour de **JUILLET** dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—**SALUT**.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le **VINGT-UNIÈME** jour du mois de **JUILLET**, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le **TRENTIÈME** jour du mois d'**AOUT** prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER**.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: **TÉMOIN**, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **SIR LOUIS A. JETTE**, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce **DIXIÈME** jour de **JUILLET**, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

En ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by commission, dated the fourteenth of July, 1902, to establish a court for the summary trial of small causes in the municipality of township Duncaster, in the county of Terrebonne, and to appoint Messrs. Noé Forget, Xavier Lépine, Urgel Labelle, Thomas Thouin, Néhémias Laviolette, all farmers, of the parish of Sainte Lucie, commissioners of the said court. 2696

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of February, 1902, to appoint Mr. Gordian Francis Maguire, of New-Carlisle, proto-notary of the superior court and clerk of circuit court for the district of Gaspé, at New-Carlisle, clerk of magistrate court for the county of Bonaventure, at New-Carlisle. 2714

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the **TWENTY FIRST** day of the month of **JULY**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, you and each of you—**GREETING**.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the **TWENTY-FIRST** day of the month of **JULY**, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the **THIRTIETH** day of the month of **AUGUST** next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAITH NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed **WITNESS**, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable **SIR LOUIS A. JETTE** Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this **TENTH** day of **JULY**, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Avis du Gouvernement

No 1050.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Concernant la municipalité scolaire de "Pintendre,"
Lévis.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 18 juillet courant 1902, de révoquer l'arrêté en conseil No 380, du 27 juin 1902, concernant l'érection de la municipalité scolaire de "Pintendre," comté de Lévis. 2687

No 2539.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Dissolution de la dissidence de la municipalité scolaire
d'Upton, comté de Bagot.*

Ordre du Conseil du 18 juillet 1902.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que les syndicats dissidents de la municipalité d'Upton, dans le comté de Bagot, ont laissé passer une année sans avoir une école, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndicats dans une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, et de déclarer que la corporation des syndicats des écoles dissidentes pour la dite municipalité d'Upton, dans le dit comté de Bagot, est dissoute, et elle est par les présentes dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et pourvu. 2685

No 1570.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-septième jour d'août prochain 1902, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZES,

Secrétaire.

Québec, 12 juillet 1902.

2537.3

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Forêts, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1257 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton DeCalones.

1er rang.

Lot 4, à J. Bte Plante.

Lots 24 et 25, à Félix St. Ouge.

Lots 19 et 20, du 2e rang, à Ed. Caron.

Lot 6, du 3e rang, à Dominique Boulanger.

7e rang.

Lot 23, à Ths Mailloux.

Lot 24, à Ant. Mailloux.

Government Notices

No. 1050.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Concerning the school municipality of "Pintendre,"
Lévis.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th of July instaut, 1902, to revoke the order in council No. 380, of the 27th June, 1902, concerning the erection of the school municipality of "Pintendre," county of Lévis. 2687

No. 2539.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Dissolution of dissident school municipality of
Upton, in the county of Bagot.*

Order in council of the 18th of July, 1902.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order, that whereas the dissentient trustees of the municipality of Upton, in the county of Bagot, have allowed a year to elapse without having any school, either in their own municipality, or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and have not put the school law into execution, and do not take any steps to obtain schools, and to declare that the corporation of the trustees of the dissentient schools for the said municipality of Upton, in the said county of Bagot, is dissolved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the statute in such case made and provided. 2686

No. 1570.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the catholic committee of the council of public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty seventh day of August next, 1902, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose, to Mr. Paul de Cazes, secretary of the catholic committee of the council of public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the catholic committee of the council of public Instruction.

PAUL DE CAZES,

Secretary.

Quebec, 12th July, 1902.

2538

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1257 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township DeCalones

1st range.

Lot 4, to J. Bte Plante.

Lots 24 and 25, to Félix St. Ouge.

Lots 19 and 20, of 2nd range, to Ed. Caron.

Lot 6, of 3rd range, to Dominique Boulanger.

7th range.

Lot 23, to Ths Mailloux.

Lot 24, to Ant. Mailloux.

Lot 25, à Ths Robert.
Lots 24 et 25, du 8e rang, à Azarie Lacoursière.
Rang Parker.
Lots 4 et 5, à Simon Giguère.
Lot 8, à La Béland.
Lot 10, du rang Saccacomis N. E., à Maxime Michaud.

Canton Delisle.

Lot 14, du 6e rang, à Frs Godreau, fils d'Edmond.

Canton Woodbridge.

4e rang.

Lot 2, à Olivier Landry.
Lot 3, à Ab. Pelletier.
Lot 4, à Cyr. Landry.
Lot 5, à Rév. P. Patry.
Lot 6, à Firmin Rivard.

Canton Pohémégamook.

Lot 16, du 3e rang, à Jos. Ouellet.
Lot 13, du 8e rang, à Flavien Desjardins.

Canton Percé.

La $\frac{1}{2}$ E. de $\frac{1}{2}$ O. du lot 18, du 5e rang, à John Despard.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 26 juillet 1902. 2751

PROVINCE DE QUÉBEC.

Departement des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qu'isera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7241.

Baby.

Lots 9 et 10, du 2e rang, à Jean Marie Bourgoïn.

Fabre

Lot 55, du 4e rang, à Jos. Rodé Giroux.
Adj. 7143.

Marchand.

Lot 20, du 5e rang, à Louis Brunet.
Lot 21, du 5e rang, à Louis Brunet.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 21 juillet 1902. 2689

Québec, 19 juillet, 1902.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tout avis, règlement ou publications faits et passés par la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

2681 AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 12 août 1902, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries. 2231.4

Lot 25, to Ths Robert.
Lots 24 and 25, of 8th range, to Azarie Lacoursière.
Parker range.
Lots 4 and 5, to Simon Giguère.
Lot 8, to La Béland.
Lot 10, of Saccacomis range N. E., to Maxime Michaud.

Township Delisle.

Lot 14, of 6th range, to Frs Godreau, [son of Edmond.

Township Woodbridge.

4th range.

Lot 2, to Olivier Landry.
Lot 3, to Ab. Pelletier.
Lot 4, to Cyr. Landry.
Lot 5, to Rev. P. Patry.
Lot 6, to Firmin Rivard.

Township Pohémégamook

Lot 16, of 3rd range, to Jos. Ouellet.
Lot 13, of 8th range, to Flavien Desjardins.

Township Percé.

The E. $\frac{1}{2}$ of W. $\frac{1}{2}$ of lot 18, of 5th range, to John Despard.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 26th July, 1902. 2752

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 7241.

Baby.

Lots 9 and 10, 2nd range, to Jean Marie Bourgoïn.

Fabre.

Lot 55, in 4th range, to Jos. Rodé Giroux.
Adj. 7143.

Marchand.

Lot 20, in 5th range, to Louis Brunet.
Lot 21, in 5th range, to Louis Brunet.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 21st July, 1902. 2690

Quebec, 19th July, 1902.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of Saint Adèle, county of Terrebonne, to obtain the authorization to publish in the french language only all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

All representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

2382 AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of culler of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 12th August, 1902, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.] 2232

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF

—
Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour l'ourir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, l'octroi ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de sont déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

—
Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a newspaper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or altering any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the

clers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que la graffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre

LOUIS FRECHETTE,

1737

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent

committee on standing orders and private bill fore the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1738

C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the

être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et es culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions déroatoires à l'Acte des clauses générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclu-

parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter, and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or

et, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

1409 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

ERRATUM.

A la page 1202, de la *Gazette Officielle* du quatorze juin 1902, dans la proclamation, au deuxième alinéa, au lieu de sans amendement, lisez: avec amendement relativement à la délimitation de la municipalité, par le conseil du susdit comté.

2699

Avis Divers

Canada
Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure*
No 877.

Dame Rachel Doiron, de Saint-Alexis de Méta-
pédia, épouse de Joseph Poirier, ancien marchand,
du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
en vertu d'une ordonnance judiciaire,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Poirier, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée
en cette cause, le 9 juillet 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Procureurs de la demanderesse.
New-Carlisle, 22 juillet 1902. 2715

corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

1410 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

Page 1202, of *Official Gazette* of the fourteenth June, 1902, in the proclamation, second paragraph, instead of without amendment, read: with amendment in relation to the boundary of the new municipality, by the council of the county aforesaid.

2700

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
No. 877.

Dame Rachel Doiron, of Saint Alexis of Meta-
pédia, wife of Joseph Poirier, heretofore mer-
chant, of the same place, duly authorized to sue,
in virtue of a judicial order,

Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Poirier, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause, on the 9th of July, 1902.

LANE & GALLIPEAULT,
Attorneys for plaintiff.
New Carlisle, 22nd July, 1902. 2716

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Dame Edouardiana Richard, du canton de Windsor,
 dans le district de Saint-François, épouse de
 Denis Chenevert, du même lieu, cultivateur,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Denis Chenevert, Défendeur ;
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le douzième jour de juillet 1902.

CAMPBELL & McCABE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 12 juillet 1902. 2693

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 1668.

Dame Marie Robert, épouse commune en biens
 de Alexandre Brosseau, contracteur, des cité et
 district de Montréal, à, ce jour, intenté une action
 en séparation de biens contre son dit époux.

EMARD & TACHÉREAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 26 juillet 1902. 2723

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Virginie Pagé, épouse de Joseph Hercule
 Létourneau, de la ville de Grand'Mère, district
 des Trois-Rivières, Demanderesse ;

vs.
 Le dit Joseph Hercule Létourneau, de la ville de
 Grand'Mère, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le dix-neuf juillet mil neuf cent
 deux.

LS. J. BLONDIN,
 Procureur de la demanderesse.
 Grand'Mère, 19 juillet 1902. 2731

Cour Supérieure - Chicoutimi.
 No 857.

Dame Marie Fortin, épouse commune en biens de
 Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du vil-
 lage d'Hébertville, dûment autorisée aux fins
 des présentes, Demanderesse ;

vs.
 Daniel Ouellet, huissier et cordonnier, du vil-
 lage d'Hébertville, Défendeur.
 Une action en séparation de biens, a été instituée
 en cette cause, le 5 juillet mil neuf cent deux.

GUSTAVE PERRAULT,
 Procureur de la demanderesse.
 Roberval, 5 juillet 1902. 2675.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1541.

Dame Eglantine de Montigny, de la cité et du
 district de Montréal, épouse commune en biens de
 William A. Giguère, du même endroit, a intenté, ce
 jour, une action en séparation de biens contre son
 mari.

LAMOTHE & TRUDEL,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 23 juin 1902. 2521.3

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
 No 3396.

Marie Anna Fecteau, épouse de Omer Vachon, du
 canton de Cranbourne, district de Beauce,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Omer Vachon, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée en cette cause.

S. THEBERGE,
 Procureur de la demanderesse.
 Saint-Joseph, Beauce, 20 juin 1902. 2389-5

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 Dame Edouardiana Richard, of the township of
 Windsor, in the district of Saint Francis, wife
 of Denis Chenevert, of the same place, farmer,
 judicially authorized to ester in justice,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Denis Chenevert, Defendant ;
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the twelfth day of July,
 1902.

CAMPBELL & McCABE,
 Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 12th July, 1902. 2694

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1668.

Dame Marie Robert, wife common as to property
 of Alexandre Brosseau, contractor, of the city and
 district of Montreal, has, this day, sued her said
 husband for separation as to property.

EMARD & TACHÉREAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 26th July, 1902. 2724

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Virginie Pagé, wife of Joseph Hercule Létourneau,
 of the town of Grand'Mère, district of Three
 Rivers, Plaintiff ;

vs.
 The said Joseph Hercule Létourneau, of the town
 of Grand'Mère, Defendant.
 An action for separation of property has been
 instituted in this case, the 19th July one thousand
 nine hundred and two.

LS. J. BLONDIN,
 Attorney for the plaintiff.
 Grand'Mère, 19th July, 1902. 2732

Superior Court - Chicoutimi.
 No. 857.

Dame Marie Fortin, wife common as to property of
 Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the
 village of Hébertville, duly authorised,
 Plaintiff ;

vs.
 Daniel Ouellet, bailiff and shoemaker, of the vil-
 lage of Hébertville, Defendant.
 An action for separation of property, has been
 instituted in this cause, on the 5th July, one
 thousand nine hundred and two.

GUSTAVE PERRAULT,
 Attorney for plaintiff.
 Roberval, 5th July, 1902. 2676

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1541.

Dame Eglantine de Montigny, of the city and
 district of Montreal, wife common as to property of
 William A. Giguère, of the same place, has, this
 day, instituted an action for separation of property
 against her husband.

LAMOTHE & TRUDEL,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 23rd June, 1902. 2522

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 No. 3396.

Marie Anna Fecteau, wife of Omer Vachon, of the
 township of Cranbourne, in the district of Beauce,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Omer Vachon, Defendant.
 An action in separation as to property has been,
 this day, instituted in this case.

S. THEBERGE,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Joseph, Beauce, 20th June, 1902. 2390

District de Rimouski.—Cour Supérieure.

No 2756.

Dame Marguerite Soucy, de la paroisse de Saint-Moïse, district de Rimouski, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Thomas Ouellet, ci devant marchand, du même endroit.

TESSIER & FISET,
Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 19 juin 1902. 2533.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2655.

Dame Victoria Gagnon, de Montréal, a ce jour intenté une action en séparation de biens contre son époux Argénas Goyer, boulanger du même lieu.

DEMERS & DE LORIMIER,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 juin 1902. 2573.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2610.

Dame Alexina Sulte dit Vadeboncœur, des cité et district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Hercule Arthur J. N. Charest, commis, du même lieu.

MURPHY, LUSSIER & ROY,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 juin 1902. 2397.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 311.

Dame Aglaé Fournel, de la cité de Maisonneuve, épouse commune en biens de Emile Racine, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Emile Racine, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deuxième jour d'avril 1902.

L. T. MARECHAL,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 juillet 1902. 2479.4

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 821.

Dame Marie Louise Bourdeau, épouse de Joseph Miron, tailleur, de Valleyfield, dit district, Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Miron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, en cette cause.

ARTHUR PLANTE,
Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 30 mai 1902. 2461.4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*
No 495.

Dame Francis Catherine Smith, de la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, épouse de John Thomas Cooke, de la dite ville de Buckingham, instituteur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit John Thomas Cooke, Défendeur.
Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le seizième jour de juin courant.

G. H. AYLMEY BROOKE,
Procureur de la demanderesse.

Buckingham, 17 juin 1902. 2677.2

District of Rimouski.—Superior Court.

No. 2756.

Dame Marguerite Soucy, of the parish of Saint-Moïse, district of Rimouski, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Thomas Ouellet, formerly merchant, of the same place.

TESSIER & FISET,
Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 19th June, 1902. 2534

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2655.

Dame Victoria Gagnon, of Montreal, has this day, instituted an action in separation as to property against her husband Argénas Goyer, of the same place, baker.

DEMERS & DE LORIMIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 27th June, 1902. 2574

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2610.

Dame Alexina Sulte dit Vadeboncœur, of the city and district of Montreal, has this day, taken an action in separation as to property against her husband, Hercule Arthur J. N. Charest, clerk, of the same place.

MURPHY, LUSSIER & ROY,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st June, 1902. 2398

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 311.

Dame Aglaé Fournel, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Emile Racine, of the same place, Plaintiff ;

vs.

Emile Racine, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been taken in this case, on the second day of April, 1902.

L. T. MARECHAL,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 2nd July, 1902. 2480

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 821.

Dame Marie Louise Bourdeau, wife of Joseph Miron, tailor, of Valleyfield, said district, Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Miron, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been taken in this cause.

ARTHUR PLANTE,
Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 30th May, 1902. 2462

Province of Quebec, }
District of Ottawa, } *Superior Court.*
No. 495.

Dame Francis Catherine Smith, of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, wife of John Thomas Cooke, of the said town of Buckingham, teacher, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said John Thomas Cooke, Defendant.
An action for separation from bed and board and of property has been instituted in this cause, the 16th day of June instant.

G. H. AYLMEY BROOKE,
Attorney for plaintiff.

Buckingham, 17th June, 1902. 2678

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de St François. }
No 610.

Dame Anne Elizabeth Sloane, du canton de Compton, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Joseph O. Lehweß, du dit canton de Compton, maintenant absent dans l'empire d'Autriche.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 11 juillet 1902. 2667.2

THE EUSTIS MINING COMPANY.

19 juillet 1902.

L'assemblée annuelle des actionnaires sera tenue à midi, mercredi, 13 août 1902, au bureau de la compagnie, à Eustis, P. Q., pour l'élection des officiers et pour la transaction d'autres affaires qui pourront légalement y être soumises.

W. E. C. EUSTIS,
Trésorier.
60, rue State, Boston, Mass. 2609.2

Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure,*
District d'Ottawa. } *Hull.*
Patrick Booth *alias* John Patrick Booth,
Requérant.

Avis public est par le présent donné que le 20e jour d'août, à dix heures de l'avant-midi, au palais de justice, à la dite cité de Hull, Patrick Booth *alias* John Patrick Booth, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, plombier, s'adressera par requête à l'un des juges de la Cour Supérieure, siégeant pour le district d'Ottawa, en chambre, pour obtenir des lettres de vérification, constatant à qui a été déferée la succession de feu John Booth *alias* John Mansfield Booth, domicilié dans la dite cité de Hull, dans le dit district d'Ottawa, et la part de chaque héritier en icelle.

C. J. BROOKE,
Proc. pour le requérant.
Hull, 9 juillet 1902. 2555.3

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, les personnes ci-après mentionnées, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements," pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Price-Porritt Pulp and Paper Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de manufacturer le bois de pulpe brute, la pulpe préparée, papier et carton, faire le commerce de papier, de papier et de carton, d'acquérir, construire et exploiter des moulins et des manufactures, pour manufacturer, se servir, louer et vendre le pouvoir, chauffage et éclairage électriques; de faire en général le commerce de lumière et pouvoir électriques; d'acquérir des limites à bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés, tous meubles ou immeubles nécessaires à l'exploitation de ce commerce.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la paroisse de Rimouski.

4° Le fonds social de la compagnie sera de (\$250,000) divisée en 2,500 parts de \$100 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : William Price, Henry Edward Price et Arthur John Price, tous de Québec, marchands; et Oswald Austin Porritt, marchand, et Ellen Porritt, tous deux de Rimouski.

William Price, Henry Edward Price et Oswald Austin Porritt, lesquels sont tous sujets de Sa

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St Francis. }
No. 610.

Dame Ann Elizabeth Sloane, of the township of Compton, in the district of Saint Francis, has, this day, taken an action *en séparation de corps et de biens* against her husband, Joseph O. Lehweß, of the said township of Compton, now absent in the empire of Austria.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 11th July, 1902. 2668

THE EUSTIS MINING COMPANY.

19th July, 1902.

The annual meeting of the shareholders will be held at noon, on Wednesday, 13th August, 1902, at the office of the company, in Eustis, P. Q., for the election of officers and for the transaction of any other business that may legally come before it.

W. E. C. EUSTIS,
Treasurer
60, State street, Boston, Mass. 2610

Province of Quebec, } *In the Superior Court,*
District of Ottawa. } *Hull.*
Patrick Booth *alias* John Patrick Booth,
Petitioner.

Public notice is hereby given that on the 20th day of August next, at ten of the clock in the forenoon, in the court house, in the city of Hull, Patrick Booth *alias* John Patrick Booth, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, plumber, will petition the Honorable Judge of the superior court, administering justice for the district of Ottawa, in chambers, for the purpose of obtaining letters of verification, establishing upon what person or persons the succession of the late John Booth *alias* John Mansfield Booth deceased, at the time of his death, resident in the said city of Hull, in the district of Ottawa, has devolved, and the share of each heir in the same.

C. J. BROOKE,
Atty. for petitioner.
Hull, 9th July, 1902. 2556

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for the province of Quebec, under the Joint Stock Companies Act, and amendments, for a charter of incorporation by letters patent.

1. The corporate name of the company will be "The Price Porritt Pulp & Paper Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to manufacture, ground wood pulp and sulphite pulp, paper, paper board, etc., to deal in pulp, paper and paper board ; to acquire, construct and operate mills and manufactories, to manufacture, use, lease and sell electrical power, heat and light ; to carry on a general electric light and power business ; to acquire all the timber limits, water powers and other property, real and personal, necessary for carrying on its business.

3. The principal place of the company will be in the parish of Rimouski.

4. The capital stock of the company will be \$250,000; (divided into 2,500 shares of \$100 each).

5. The full names, residences and calling of the petitioners are as follows : William Price, Henry Edward Price and Arthur John Price, all of Québec, merchants ; and Oswald Austin Porritt, merchant and Ellen Porritt, wife separated as to property of the said Oswald Austin Porritt, both of Rimouski.

William Price, Henry Edward Price and Oswald Austin Porritt, all of whom are British subjects,

Majesté, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CARON, PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 18 juillet 1902.

2691

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom incorporée de la compagnie sera : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire les affaires de pharmacie en gros et en détail et d'importer des produits chimiques et pharmaceutiques, ainsi que des instruments de chirurgie, avec pouvoir d'acquies, posséder par achat, loyer ou autrement et en disposer, tel qu'il peut être déterminé, les meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires aux fins des dites affaires ou en rapport avec icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille dollars.

5° Le nombre d'actions sera de cinq cents, de cent piastres chacune.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Gaston de Werthemer, pharmacien ; Toussaint Evariste Gagner, pharmacien ; Herménégilde Jeannotte, médecin ; John Barry, commis ; Joseph Henri Brossard, médecin, tous des cité et district de Montréal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 juillet 1902.

2587.2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., à responsabilité (limitée)".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : faire le commerce d'imprimerie et de librairie.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000.00).

5° Le nombre des actions sera de deux cents (200) et le montant de chaque action sera de vingt-cinq dollars (\$25.00).

6° Les noms, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Georges F. Brisette, mécanicien ; Ernest Pineault, imprimeur ; Henriette Gareau, imprimeur ; Pierre Gauthier, mécanicien, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

7° Les cinq requérants ci-haut nommés seront les premiers directeurs de la compagnie.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 juillet 1902.

2611.2

shall be the first of provisional directors of the said company.

CARON & PENTLAND,
STUART & BRODIE,
Sollicitors for petitioners.

Québec, 18th July 1902.

2692

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for the province of Québec, under the "Joint Stock Companies Act, and amendments thereto" for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for purposes mentioned :

1. The corporate name of the company is to be : "La Compagnie de Médecines Patentées Françaises."

2. The incorporation is asked for the purpose of carrying on business as wholesale and retail druggist and for the importation of chemical and druggist's supplies, as well as surgical instruments, with power to acquire, hold and dispose of by sale, lease or otherwise, as may be determined, all such moveable or immoveable property as may be necessary for the purposes or in connection with the said business.

3. The chief place of business of said company shall be at Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars.

5. The number of shares is to be five hundred, of one hundred dollars each.

6. The names in full, address and calling of the applicants are as follows : Gaston de Werthemer, druggist ; Toussaint Evariste Gagner, druggist ; Herménégilde Jeannotte, physician ; John Barry, clerk ; Joseph Henri Brossard, physician, all of the city and district of Montreal.

DESAULNIERS & ARCHAMBAULT,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th July, 1902.

2588

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the provisions of the "joint stock companies act", incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "La Compagnie d'Imprimerie Georges Pineault jr., (limited)".

2. The objects for which incorporation is sought are : to do a general business in printing and stationery.

3. The principal place of business of the said company will be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The number of shares will be two hundred (200) and the amount of each share will be twenty five dollars (\$25.00).

6. The names, residence and calling of each of the petitioners are as follows : George F. Brisette, machinist ; Ernest Pineault, printer ; Henriette Gareau, printer ; Pierre Gauthier, machinist, all of the city of Montreal, district of Montreal, province of Québec.

7. The five above mentioned applicants will be the first directors of the company.

CHENEVERT, LACOMBE & ROCHER,
Attorneys for applicants.

Montreal, 15th July, 1902.

2612

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposé sera Thomas Baird & Son Company (Limited).

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandé sont :

(a) Acquérir posséder les affaires et stock de Thomas Baird, de Ormstown, comté de Châteauguay, province de Québec ;

(b) Faire en général les affaires de marchands en gros et en détail.

(c) Faire en général les affaires de erain et de arine ;

(d) Faire en général les affaires de moulin à farine ;

(e) Faire les affaires de marchands de bois et commerçants de bois, charbon et autres combustible ;

(f) Manufacturer et faire le commerce de briques, articles en terra cotta, objets en argile, tuiles, tuyaux de drainage, poteries et objets de même nature ;

(g) Posséder des pesées publiques et de faire les affaires comme peseurs publics.

(h) Acquérir et posséder toute propriété, meubles et immeubles nécessaires pour faire les affaires de la compagnie, et accepter et donner des hypothèques et autres garanties, entreprendre et faire des contrats en général avec toutes personnes et nécessaires pour faire les affaires de la compagnie ;

(i) Faire toutes autres choses en rapport aux affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Ormstown, comté de Châteauguay, province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$99,900.00, divisé en neuf cent quatre-vingt dix neuf actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Thomas Baird, marchand ; George Emberson Baird, marchand ; John Baird, gentleman ; Andrews Gentles Hall, médecin et chirurgien, tous du village de Ormstown et district de Beauharnois, dans la province de Québec ; Colin Alexander McNee, marchand, de pianos, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario et William Patterson, avocat, des cité et district de Montréal, province de Québec.

Les dits Thomas Baird, George Emberson Baird, John Baird et Andrew Gentles Hall seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets Anglais.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
Procureurs des requérants.

Ormstown, 8 juillet 1902.

2575.3

Avis est par les présentes donné que, durant l'espace d'un mois qui suivra la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, d'une charte d'incorporation par lettres patentes, suivant les dispositions de l'acte des compagnies à fonds social, pour constituer en compagnie sociale les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie projetée, sous le nom et pour les fins suivantes, avoir :

1 Le nom de la compagnie projetée est : La Compagnie Théâtrale Française (Limitée).

2 L'objet pour lequel la charte est demandée, est l'exploitation de théâtres.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is Thomas Baird & Son Company (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To acquire and own the present business and stock of Thomas Baird, of Ormstown, county of Chateauguay, province of Quebec ;

(b) To carry on business as general wholesale and retail merchants ;

(c) To carry on a general grain and flour business ;

(d) To do a general grist milling business ;

(e) To carry on the business of lumber and timber merchants and dealers in wood, coal and other fuel ;

(f) To manufacture and deal in bricks, terra-cotta wares, fire clay goods, tiles, drain pipes, pottery, and goods of like nature ;

(g) To own public scales and to do business as public weighers ;

(h) To acquire and hold all property, moveable and immoveable, necessary for the carrying on of the business of the company, and to accept and give hypothecs and other securities, to contract and be contracted with generally and in every way necessary for the carrying on of the company's business ;

(i) To do all such other things as are incidental to the carrying on of the company's business.

3. The chief place of business of the said company is to be at the village of Ormstown, county of Chateauguay, province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$99,900.00, divided into nine hundred and ninety-nine shares of \$100.00 each.

5. The names in full and address and calling of each of the applicants are as follows : Thomas Baird, merchant ; George Emberson Baird, merchant ; John Baird, gentleman ; Andrew Gentles Hall, physician and surgeon, all of the village of Ormstown and district of Beauharnois, in the province of Quebec ; Colin Alexander McNee, piano dealer, of the city of Ottawa, province of Ontario, and William Patterson, advocate, of the city and district of Montreal, province of Quebec.

The said Thomas Baird, George Emberson Baird, John Baird and Andrew Gentles Hall shall be the first or provisional directors of the said company all of whom are resident in Canada and are British subjects.

JACOBS, PATTERSON & GARNEAU
Attorneys for Applicants.

Ormstown, July 8th, 1902.

2576

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provision of "The Joint Stock Companies Incorporation Act", incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders, the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "La Compagnie Théâtrale Française, (limited).

2. The purpose within the purview of the act for which incorporation is sought, are to carry on theatrical business.

3° L'endroit du siège principal des affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social est de dix mille dollars.

5° Le nombre des actions ou parts est de deux mille, au montant de cinq dollars chacune.

6° Les noms, l'adresse et la profession des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Adelstan de Martigny, médecin ; François-Xavier de Grandpré, gérant ; Raoul Harmant, artiste, et Edmond Lepage, marchand, tous de la cité de Montréal, lesquels sont les premiers directeurs de la dite compagnie projetée.

BERARD, BRODEUR & BÉRARD,

Procureurs des dits requérants.

Montréal, 7 juillet 1902. 2559.3

Canada,
Province de Québec, }
District de Québec. }

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1o Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Chs. A. Paquet, limitée."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : le commerce de machineries et accessoires et la quincaillerie en général, et toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3o Le siège principal des affaires de la compagnie sera en la cité de Québec.

4o Le fonds social sera de \$50,000, divisé en cinq cents actions de \$100 chacune.

5o Les requérants sont : Charles Abraham Paquet, marchand ; Jean Célestin Paquet, commis ; Théophile Maheux, commis ; Timothée Misaël Bédard, teneur de livres ; Edouard Allard, marchand, tous de la cité de Québec et sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. R. ROY,

Procureur des requérants.

Québec, 27 juin 1902. 2483-4

3. The chief place of business of the said company is in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The intended amount of the capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be two thousand, and the amount of each share is to be of the value of five dollars.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Adelstan de Martigny, physician ; François Xavier de Grandpré, manager ; Raoul Harmant, artist, and Edmond Lepage, marchand, all of the city of Montreal, who are to be the first on provisional directors of the said proposed company.

BERARD, BRODEUR & BERARD,

Attorneys for applicants.

Montreal, 7th July, 1902. 2560

Canada,
Province of Quebec, }
District of Quebec. }

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : "La Compagnie Chs. A. Paquet, limitée."

2. The purposes for which incorporation is sought are : trading in machinery and accessories and hardware generally, and all things relating to the objects of the company.

3. The principal business place of the company will be in the city of Quebec.

4. The capital stock will be \$50,000, divided into five hundred shares of \$100 each.

5. The petitioners are : Charles Abraham Paquet, merchant ; Jean Célestin Paquet, clerk ; Théophile Maheux, clerk ; Timothée Misaël Bédard, book keeper ; Edouard Allard, merchant, all of the city of Quebec, and subjects of His Majesty, and who will be the first directors of the company.

L. R. ROY,

Attorney for petitioners.

Quebec, 27th June, 1902. 2484

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 85.

Dans l'affaire de Organ Elliott & Coy., Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 22e jour de juillet 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits défendeurs, qui ont fait un abandon judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits défendeurs, sont requises de les produire, dûment attestées, sous trente jours de cette date.

WILKS & MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 22 juillet 1902. 2707

Province de Québec, }
District de Montréal } Cour Supérieure.
No 81.

In re Salim Shamy, des cité et district de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 21e jour de juillet 1902, par ordre de cette cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 85.

In the matter of Organ Elliott & Coy., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 22nd day of July, 1902, by order of this court, we were appointed joint curators to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

All parties having claims against said defendants are requested to file same, duly attested, within thirty days.

WILKS & MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint Jam s street.
Montreal, 22nd July, 1902. 2708

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 81.

In re Salim Shamy, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 21st day of July, 1902, by order of this court, we were appointed joint curators to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le susdit défendeur, sont requises de les produire, dûment attestées, sous trente jours.

WILKS & MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 juillet 1902. 2705

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
In re Wilhelmine Bluteau, marchande publique,
faisant affaires à Shawenegan Falls, sous la raison
sociale de "R. Bergeron & Cie," Faillie.
Avis est par le présent donné que nous avons
préparé un deuxième bordereau de collocation,
lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place
d'Armes, Montréal, le trente-unième jour de juillet
1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

2, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 15 juillet 1902. 2643

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Oscar Despocas, Demandeur;

J. N. Cabana, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 18 juillet
courant, nous avons été nommés curateurs par juge-
ment de la cour supérieure aux biens du tailli sus-
nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être filées à notre bu-
reau sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 23 juillet 1902. 2725

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
F. L. Giroux, Demandeur;

vs.

Joseph Eno, hôtelier, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par
jugement de la cour, en date du 17 juillet courant,
nous avons été nommés curateurs aux biens du dit
failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le
bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos
bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des tramways.
Montréal, 26 juillet 1902. 2727

AVIS

George F. Beaman, de la cité de Québec, a fait
un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice
de ses créanciers, le 21 juillet courant, et j'ai été
nommé gardien provisoire à la dite cession de biens.
Ses créanciers sont par les présentes requis de se
réunir au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure du district de Québec, le premier août pro-
chain, pour donner leur avis au sujet de la nomina-
tion d'un curateur et d'inspecteurs.

WALTER JAMES,
Gardien provisoire.

Québec, 23 juillet 1902. 2729

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de The Dominion Sporting Goods
Company, Faillie.

Avis est par le présent donné que, par un juge-
ment rendu par la cour supérieure le 22ème jour de
juillet 1902, je, soussigné, John W. Ross, comptable
licencié, de la cité de Montréal, ai été nommé
curateur en cette affaire.

All parties having claims against said defendant
are requested to file same, duly attested, within
thirty days.

WILKS & MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 21st July, 1902. 2706

Province of Québec, }
District of Three-Rivers. } *Superior Court.*
In re Wilhelmine Bluteau, public trader, doing
business at Shawenegan Falls, under the name and
style of "R. Bergeron & Co." Insolvent.
Notice is hereby given that we have drawn up a
second dividend sheet, which will be payable in our
office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on the
thirty first day of July, 1902.

LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

No. 2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 15th July, 1902. 2644

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Oscar Despocas, Plaintiff;

vs.

J. N. Cabana, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 18th July
instant, by judgment of the court, we were appointed
curators to the estate of the above named insolvent,
who has made a judicial abandonment of his prop-
erty for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators

41, Street Railway Buildings.
Montreal, 23rd July, 1902. 2726

Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
F. L. Giroux, Plaintiff;

vs.

Joseph Eno, hotel keeper, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 17th day of
July instant, by judgment of the court, we were
appointed curators to the estate of the above name
insolvent, who has made a judicial abandonment of
his property for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building.
Montreal, 26th July, 1902. 2728

NOTICE.

George F. Beaman, of the city of Québec, has
made a judicial abandonment of his property for
the benefit of his creditors, on the 21st July in-
stant, to which I have been appointed provisional
guardian. His creditors are hereby notified to
meet in the office of the protonotary of the supe-
rior court of the district of Québec, on the first
day of August next, to advise as to the appointment
of a curator and inspectors.

WALTER JAMES,
Provisional guardian.

Québec, 23rd July, 1902. 2730

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of The Dominion Sporting Goods
Company, Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment rendered
by the superior court, on the 22nd day of July, 1902,
I, the undersigned, John W. Ross, chartered ac-
countant, of the city of Montreal, was appointed
curator in this matter.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requis de les produire, suivant la loi, à mon bureau, dans un délai de trente jours.

JOHN W. ROSS.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
1766, Notre-Dame.
Montréal, 22 juillet, 1902.

2733

Vente de Faillite

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 185.
Dans l'affaire de A. E. Fraser,
Principal requérant ;
vs
H. Dunn, Failli ;
et
W. H. Stuart, Liquidateur et requérant.

Avis public est par le présent donné que les terres et tenements ci-après mentionnés seront vendus aux temps et lieu ci-dessous mentionnés :

Ces lots dans Montréal, annexé, situés sur la rue Mance, et formant partie des lots numéros 12 et 13, des plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de Saint-Louis de Mile End, et connus comme subdivision, moitié sud du No 30, moitié nord du No 31 et contenant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—ensemble avec toutes les appartenances et fondations sus-érigées, seront vendus sur le terrain des lots ci-dessus décrits, le QUINZIEME jour d'AOUT 1902, à ONZE heures de l'avant-midi, par encaen public, en vertu d'un jugement rendu le 27e jour de mai 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Procureurs du liquidateur requérant.
Montréal, 3 juillet 1902. 2493.4

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1647.
James Cutler, Demandeur ;
vs.
Christopher Cutler *et al.*, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le cinquième jour de mai dernier (1902), dans une cause dans laquelle James Cutler, des cité et district de Montréal, mécanicien, est Demandeur ; et Christopher Cutler, marbrier ; Dennis Cutler, garde-magasin ; John Cutler, marbrier ; Mary Ann Cutler, épouse commune en biens de Thomas Edwards, journaliste, et le dit Thomas Edwards pour autoriser son épouse ; Peter Cutler, journaliste ; Julia Cutler, épouse de John Cantwell, peintre, et le dit John Cantwell pour autoriser son épouse, tous des cités et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Ce certain lot de terre maintenant connu comme lot numéro officiel 2846, de la paroisse de Montréal.

Que la propriété ci-dessus désigné sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, division de pratique No 31, du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de

All parties having claims against the above estate are notified to file their claims, according to law, at my office, within a delay of thirty days.

JOHN W. ROSS.

Office of P. S. Ross & Sons,
1766, Notre Dame street.
Montreal, 22nd July, 1902.

2734

Insolvent's Sale

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 185.
In the matter of A. E. Fraser,
Principal petitioner ;
vs.
H. Dunn, Respondent ;
and
W. H. Stuart, Liquidator and petitioner.

Public notice is hereby given that the under mentioned lands and tenements will be sold at the time and place mentioned below :

Those certain lots in Montreal Annex, situate in Mance street and forming part of lots numbers 12 and 13, of the official plan and book of reference for the municipality of Saint Louis de Mile End and known as subdivision, south half of No. 30, north half No. 31 and containing 50 feet in width by 100 feet in breath, english measure, more or less— together with all the appurtenances thereonto belonging and foundations thereon erected, will be sold on the premises of the said above described lots, on the FIFTEENTH day of AUGUST, 1902, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon, by public auction, in virtue of a judgment rendered May 27th, 1902.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& HENEKER,

Attorneys for liquidator petitioner.
Montreal, 3rd July, 1902. 2494

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1647.
James Cutler, Plaintiff ;
vs.
Christopher Cutler *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of May last, (1902), in a cause in which James Cutler, of the city and district of Montreal, machinist, is Plaintiff ; and Christopher Cutler, marble-cutter ; Dennis Cutler, storeman ; John Cutler, marble-cutter ; Mary Ann Cutler, wife common as to property of Thomas Edwards, labourer, and the said Thomas Edwards to authorize his wife ; Peter Cutler, labourer ; Julia Cutler, wife of John Cantwell, painter, and the said John Cantwell to authorize his wife, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

That certain lot now known as lot official number 2846, of the parish of Montreal.

That the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, (1902), at HALF-PAST TEN of the clock in the forenoon, in the practice court, room No. 31 of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the protonotary of the said court ; and any opposition to annul, secure

charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

McLENNAN & HOWARD,
Procureurs du demandeur.

Montréal, 22 juillet 1902. 2711
[Première publication, 26 juillet.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 384.

Ex parte: The Montreal Park and Island Railway Company, corporation civile, ayant son principal établissement dans la cité et district de Montréal,

Requérant ratification de titre;
et

James Armstrong et John Jeremiah Cook, tous deux de la cité de Toronto, province d'Ontario, agents d'immeubles,

Propriétaires.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure de ce district:

1° Un jugement de la dite cour supérieure, en date du 24 octobre 1901, dans une cause No 234, des dossiers de la dite cour, dans laquelle les dits propriétaires étaient demandeurs, et la dite compagnie requérante, défenderesse, condamnant la dite compagnie à payer aux dits propriétaires \$1161.50 avec intérêt à compter du 30 août 1899, représentant la valeur de l'immeuble suivant occupé par le chemin de fer de la dite compagnie pendant les trois dernières années, en par eux lui en donnant titre valable, sans préjudice à une servitude existant sur le dit immeuble, savoir: une lisière de terre située dans la paroisse de Lachine, dit district, d'une largeur de 30 pieds par 774 pieds de long, et d'une superficie totale de 23230 pieds, mesure anglaise, étant ci-devant connue et désignée comme la partie nord des numéros de subdivision cent quarante cent cinquante-quatre et deux cent vingt-cinq, du lot numéro neuf cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine (916, 140, 154, 225); bornée au sud par le résidu des dites subdivisions, au nord par le lot 1026, (chemin de fer Montréal et Champlain), à l'est par le lot No 922, des dits plan et livre de renvoi, à l'ouest par la ligne de division entre la paroisse et la ville de Lachine, la dite lisière formant maintenant partie du lot No 1035, des dits plan et livre de renvoi officiels, étant bornée au sud par le résidu des dites subdivisions, au nord par le dit lot 1026, à l'est par une autre partie du dit lot 1035, et à l'ouest par le lot 809, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine.

2° Un jugement de la cour de révision du dit district, en date du 27 mars 1902, confirmant le dit jugement.

3° La somme de treize cent quarante-neuf dollars et vingt cents (\$1,349.20) étant le montant du dit jugement en capital et intérêt tel que susdit; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit jugement, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, division de pratique, au palais de justice à Montréal, à 10.30 a. m., le onze septembre 1902, une demande en ratification de titre en vertu des dispositions de

charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication on pain of being foreclosed; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

McLENNAN & HOWARD,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd July, 1902. 2712
[First published, 26th July, 1902.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 384.

Ex parte: The Montreal Park & Island Railway Company, a body politic and corporate, having its principal place of business at the city and district of Montreal,

Petitioner for confirmation of title;
and

James Armstrong and John Jeremiah Cook, both of the city of Toronto, province of Ontario, real estate agents,

Proprietors.

Notice is hereby given that there have been lodged in the office of the prothonotary of the superior court of this district:

1. A judgment of the said superior court, of the 24th October, 1901, in a case No. 234, of the records of said court, wherein the said proprietors were plaintiffs, and the said company petitioner defendant, condemning the said company to pay said proprietors \$1161.50 with interest from the 30th August, 1899, as representing the value of the following immovable occupied by the said company's railroad, during the three years now last past, on their giving therefor a valid title, without prejudice to a certain servitude existing thereon, to wit: a piece of land situate in the parish of Lachine, said district, of a width of thirty feet by 774 feet long and a total superficies of 23230 feet, english measure, heretofore known and designated as the northern part of subdivision numbers one hundred and forty, one hundred and fifty-four and two hundred and twenty-five, of lot number nine hundred and sixteen, on the official plan and book of reference of the parish of Lachine (916, 140, 154, 225); bounded on the south side by the residue of said subdivisions, on the north side by lot number 1026, (Montreal and Champlain Railway), on the east side by lot number 922, of said plan and book of reference, on the west side by the dividing line between the parish and the town of Lachine, the said strip of land now being part of lot number 1035, of the said plan and book of reference, and being bounded on the south side by the residue of said subdivisions, on the north side by said lot number 1026, on the east side by another part of said lot 1035, and on the west side by lot number 809, of the official plan and book of reference of the town of Lachine.

2. A judgment of the court of review of said district, of the 27th March, 1902, confirming said judgment.

3. The sum of thirteen hundred and forty nine dollars and twenty cents (\$1,349.20) being the amount of said judgment in capital and interest as aforesaid; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said judgment, are hereby notified that application will be made to said court, practice division, at the Court House at Montreal, at 10.50 a. m., on the eleventh September 1902, for a judgment of confirmation of title, under

l'acte des chemins de fer du Canada ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de faire.

L. D. GAREAU,
D.P.C.S.
2709

Montréal, 2 juillet 1902.

the provisions of the Railway Act of Canada, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

L. D. GAREAU,
D.P.S.C.
2710

Montreal, 2nd July, 1902.

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { **ARTHUR DEMERS**, Failli; No 3327. { **et HONORE GREGOIRE**, Curateur, à ce dûment autorisé sous l'article 879 du Code de procédure civile de la province de Québec, à savoir :

Tous les droits de possession et de préemption, titres, intérêts et réclamations sur un terrain d'environ quatre acres et demi de largeur sur environ quatorze acres de profondeur, plus ou moins, situé en la paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dans le septième rang ; ce terrain est borné en front, au nord-est, au chemin public, du côté sud-est, partie au terrain de Louis Fortier, et partie à Prudent Boutin ou représentant, au bout sud-ouest, au dit Prudent Boutin, et du côté nord-ouest, à Joseph Fontaine, ce terrain faisant apparemment partie du lot de terre numéro quatorze (14), dans le septième rang du canton de Shenley-Sud, sur le cadastre officiel pour le dit canton de Shenley-Sud—avec le moulin à scie dessus construit et accessoires, bouilloires, engins, tournants, virants, travailleurs, et en général toutes les machines actuellement en usage dans le dit moulin à scie, excepté la moulange d'acier actuellement dans le susdit moulin, appartenant à Vessot de Joliette.

Sauf et à distraire du terrain susdécrié, le long de la ligne sud-est, une lisière de terre de trente pieds de large sur la profondeur d'environ un arpent, qu'il y a, à partir du chemin public, à aller jusqu'en arrière des bâtisses érigées sur l'emplacement voisin, au sud-est, appartenant à Louis Fortier.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AOÛT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 21 juillet 1902.
2701

[Première publication, 26 juillet 1902].

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { **ARTHUR DEMERS**, Insol- No. 3327. { **vent ; and HONORE GREGOIRE**, Curator, hereunto duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure of the province of Quebec, to wit :

All the rights of possession and pre-emption, title, interest and claims on a lot of about four acres and a half in width by about fourteen acres in depth, more or less, situate in the parish of Saint Honoré de Shenley, in the seventh range ; this lot is bounded in front, on the north east, by the public road, on the south east side, partly by the lot of Louis Fortier, and partly by Prudent Boutin or representative, at the south west end, by the said Prudent Boutin, and on the north west side, by Joseph Fontaine, this lot forming apparently part of lot of land number fourteen (14), in the seventh range of the township of Shenley South, on the official cadastre for the said township of Shenley South—with the saw mill thereon erected and accessories, boilers, engines, machinery, gear, apparatus, and generally all the machines actually in use in the said saw mill, except the steel millstone actually in use in the said mill, belonging to Vessot de Joliette.

Reserving and excepting from the lot above described, along the south east line, a strip of land of thirty feet in width by the depth of about one arpent, which there is, starting from the public road, and going in rear of the buildings erected on the adjoining lot on the south east, belonging to Louis Fortier.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the **TWENTY SEVENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 21st July, 1902.
2702

[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **REVEREND NAPOLEON LECLERC**, curé
District de Bedford. } de la paroisse de Sainte-
No. 6964. } Anne, dans la cité de Woonsocket, dans l'état du
Rhode Island, un des états-unis d'Amérique,
Demandeur; contre les meubles et terres de **DAME
MARIE LOUISE EUGENIE GAUDETTE**,
épouse séparée de biens par contrat de mariage de
Philias Morisette, notaire, tous deux du village de
Shefford Ouest, district de Bedford, et le dit Phi-
lias Morisette pour autoriser sa dite épouse à ester
en justice, Défendeurs.

1° Un morceau de terre de forme irrégulière, situé dans le village de Shefford Ouest, dans le district de Bedford, formant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt-onze (1191), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Shefford, commençant à mesurer au poteau coin sud-ouest du dit lot numéro 1191, et allant vers l'est avec une ligne parallèle avec le chemin public une, distance de trente-sept pieds; de là, allant nord-est avec une ligne formant un angle de quatre-vingt-quinze degrés avec le dit chemin, une distance de quatre-vingts pieds; de là, allant vers le nord dans une ligne droite jusqu'à un point situé à une distance de cent quatre-vingt-huit pieds sur la ligne ouest du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-onze, et de là suivant la ligne jusqu'au dit chemin.

2° Un autre morceau de terre formant partie du lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, du dit cadastre, et décrit comme suit: commençant à mesurer au poteau coin sud-est du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, et allant ouest en suivant le dit chemin, une distance de seize pieds; de là, allant nord, à un angle droit avec le dit chemin, une distance de huit pieds; de là, allant plus vers le nord dans une ligne parallèle avec la ligne est du dit lot numéro onze cent quatre-vingt-dix, une distance de cent pieds; de là, allant ouest jusqu'à sa rencontre avec la dite ligne est, et de là suivant cette dernière jusqu'au point de départ.

Les dits deux morceaux de terre—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, formant un emplacement et pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-Xavier de Shefford, dans le village de Shefford Ouest, district de Bedford, le **TRENTIEME** jour d'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sweetsburg, 21 juillet 1902. 2703
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **NAPOLEON CHARBON-**
No. 2432. } **NEAU**, avocat, du vil-
lage de la Pointe-Claire, et **HORMISDAS PELLE-**
TIER, avocat, de la ville de Saint-Louis, pratiquant
à Montréal, en société, sous les nom et raison de
"Charbonneau & Pelletier," avocats distrayants
dans une certaine cause où **HONORE THAU-**
VETTE, marchand, de la paroisse de Saint-Lazare,
district de Montréal, était Demandeur; et **JEAN-**
BAPTISTE THERIEN, du même lieu, était Dé-
fendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **REVEREND NAPO-**
District of Bedford. } **LEON LECLERC**, pa-
No. 6964. } rish priest of the parish of
Sainte Anne, in the city of Woonsocket, in the state
of Rhode Island, one of the united states of AME-
rica, Plaintiff; against the goods and lands of **DAME
MARIE LOUISE EUGENIE GAUDETTE**, wife
separate as to property, by ante nuptial contract of
Philias Morisette, notary, both of the village of
West Shefford, district of Bedford, and the said
Philias Morisette for the purpose of authorizing
his said wife to *ester en justice*, Defendants.

1. A piece of land of irregular form, situate in the village of West Shefford, in the district of Bedford, forming part of lot number eleven hundred and ninety one (1191), of the official plan and book of reference of the township of Shefford, commencing to measure at the south west corner, post of said lot number 1191, and going east with a parallel line with the public road, a distance of thirty seven feet; thence, going north easterly with a line forming an angle of ninety five degrees with said road, a distance of eighty feet; thence, going towards the north in a straight line to a point situate at a distance of one hundred and eighty eight feet on the west line of said lot number eleven hundred and ninety one, and thence, following said line to said road.

2. Another piece of land forming part of lot number eleven hundred and ninety, of said cadastre, and described as follows: commencing to measure at the south east corner, post of said lot number eleven hundred and ninety, and going west following said road, a distance of sixteen feet; then going north at right angle with said road, a distance of eighty feet; then going more towards the north in a parallel line with the east line of said lot number eleven hundred and ninety, a distance of one hundred feet; thence, going west till it strikes said east line, and thence following the latter to the point of starting.

The said two pieces of land—with the buildings and improvements thereon erected, forming an emplacement and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Saint Francois-Xavier de Shefford, in the village of West Shefford, and district of Bedford, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST** next, at the hour of **TEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 21st July, 1902. 2704
[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **NAPOLEON CHARBON-**
No. 2432. } **NEAU**, advocate, of the
village of Pointe Claire, and **HORMISDAS PELLE-**
TIER, advocate, of the town of Saint Louis, prac-
tising at Montreal, in partnership, under the style
and firm of "Charbonneau & Pelletier", advocates,
distracting in a certain suit where **HONORE THAU-**
VETTE, merchant, of the parish of Saint Lazare,
district of Montreal, was Plaintiff; and **JEAN**
BAPTISTE THERIEN, of the same place, was
Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, the following immovable, to wit:

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif. Député shérif.
Montréal, 22 juillet 1902. 2425

Première (1ère) publication du 28 juin 1902 et deuxième (2e) publication du 19 juillet 1902 sont nulles.

[Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } OCTAVE MATTE, de la
No 444. } ville de Buckingham, district d'Ottawa, cultivateur, Demandeur ; contre SYMON PARCHER, du canton de Buckingham, dit district, en sa qualité de tuteur dûment nommé aux enfants mineurs issus du mariage de feu George Newton et Ester Parcher, en son vivant du dit canton de Buckingham, Défendeur, à savoir :

Lots quinze A (15A) et seize A (16A), dans le dixième rang du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, les dits lots contenant 175 acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire de Nazianze de Buckingham, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 2 juillet 1902. 2475-2

[Première publication, 5 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 1557. } FRANCO-CANADIEN,

corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Montréal, et faisant affaires en la cité de Québec ; contre ADELINÉ PARADIS, épouse de feu Isidore Guérard, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 985 (neuf cent quatre-vingt-cinq), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$10.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif. Député Shérif.
Québec, 24 juillet 1902. 2739

[Première publication, 26 juillet 1902.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 22nd July, 1902. 2426

First (1st) publication of 28th June, 1902 and second (2nd) publication of 19th July, 1902, are null.

[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } OCTAVE MATTE, of the town
No. 444. } of Buckingham, district of Ottawa, farmer, Plaintiff ; against SYMON PARCHER, of the township of Buckingham, said district, in his quality of tutor duly appointed to the minor children issue of the marriage of the late George Newton and Ester Parcher, in his lifetime of the said township of Buckingham, Defendant, to wit :

Lots numbers fifteen A (15A) and sixteen A (16A), in the tenth range of the township of Buckingham, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for said township, the said lots containing 175 acres, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire de Nazianze de Buckingham, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 2nd July, 1902.

[First published, 5th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 1557. } FRANCO-CANADIEN, a

body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, and carrying on business in the city of Quebec ; against ADELINÉ PARADIS, wife of the late Isidore Guérard, of the city of Quebec, to wit :

Lot No. 985 (nine hundred and eighty five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec, being an emplacement situated on Napoleon street,—together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$10.00, payable to Messrs. Boisseau, of Quebec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Quebec, 24th July, 1902. 2740

[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
 No 2527. } **FRANCO-CANADIEN,**
 corps politique et incorporé, ayant son principal
 établissement en la cité de Montréal, et faisant
 affaires en la cité de Québec; contre **NARCISSE**
BOUGIE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 992 (neuf cent quatre-vingt-douze), du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur
 de Québec, étant un emplacement situé sur la rue
 Napoléon—avec les bâtisses dessus construites, cir-
 constances et dépendances. Sujet à une rente
 annuelle de \$10.00, payable aux MM. Boisseau, de
 Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT
 prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 24 juillet 1902.

2737

[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
 No 39. } **FRANCO CANADIEN,**
 corps politique et incorporé, ayant son principal
 établissement en la cité de Montréal, et faisant
 affaires en la cité de Québec; contre **FERDINAND**
LEVESQUE DIT LAFRANCE, de la cité de
 Québec, à savoir :

Le lot No 648 (six cent quarante-huit), du cadas-
 tre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de
 Québec, étant un emplacement situé sur la rue
 Victoria—avec les bâtisses dessus construites, cir-
 constances et dépendances. Sujet à une rente
 annuelle de \$6.00, payable aux MM. Boisseau, de
 Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT
 prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 24 juillet 1902.

2741

[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
 No 2453. } **FRANCO CANADIEN,**
 corps politique et incorporé, ayant son principal
 établissement en la cité de Montréal, et faisant
 affaires en la cité de Québec; contre **FRANCOIS**
XAVIER RATTE, de la cité de Québec, à savoir :

Le lot No 578 (cinq cent soixante-dix-huit), du
 cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur
 de Québec, étant un emplacement situé sur la rue
 Chateauguay—avec les bâtisses dessus construites,
 circonstances et dépendances. Sujet à une rente
 annuelle de \$5 00, payable aux MM. Boisseau, de
 Québec, le 29 septembre.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AOUT pro-
 chain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif,

Député Shérif.

Québec, 24 juillet 1902.

2743

[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DANS** une cause où **LÉON**
 No 35. } **PARENT**, de la muni-
 cipalité de la paroisse de Notre-Dame de Québec, meu-
 nisier, était Demandeur; et les **SYNDICS DE LA**
COMMISSIONS A BARRIERES DE LA RIVE
NORD DE QUEBEC, corps politique et incorporé,
 ayant son bureau d'affaires en la cité de Québec,
 étaient Défendeurs; et sir Adolphe P. Caron, Char-
 les Andrews Pentland et Gustaves G. Stuart, tous
 trois de Québec, avocats, et pratiquant comme tels
 ensemble sous le nom de "Caron, Pentland &
 Stuart, étaient procureurs distrayants; les dits pro-
 cureurs distrayants, contre le demandeur **Léon**
Parent, à savoir :

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 2527. } **FRANCO CANADIEN,** a
 body politic and corporate, having its principal
 place of business in the city of Montreal, and
 carrying on business in the city of Quebec; against
NARCISSE BOUGIE, of the city of Quebec, to
 wit :

Lot No. 992 (nine hundred and ninety two), of
 the official cadastre for the parish of Saint Sauveur
 of Quebec, being an emplacement situated on
 Napoleon street—together with buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies. Subject
 to an annual rent of \$10.00, payable to Messrs.
 Boisseau, of Quebec, on the 29th September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
 the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 24th July, 1902.

2738

[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 39. } **FRANCO CANADIEN,**
 body politic and incorporated, having its principal
 place of business in the city of Montreal, and carry-
 ing on business in the city of Quebec; against
FERDINAND LEVESQUE DIT LAFRANCE, of the
 city of Quebec, to wit :

Lot No. 648 (six hundred and forty eight), of the
 official cadastre for the parish of Saint Sauveur de
 Québec, being a lot situate on Victoria street—with
 the buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00,
 payable to the Messrs. Boisseau, of Quebec, on the
 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec,
 the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at
 TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 24th July, 1902.

2742

[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **LE CREDIT FONCIER,**
 No. 2453. } **FRANCO CANADIEN,** body
 politic and incorporated, having its principal place
 of business in the city of Montreal, and carrying on
 business in the city of Quebec; against **FRAN-**
COIS-XAVIER RATTE, of the city of Quebec, to
 wit :

Lot No. 578 (five hundred and seventy eight), of
 the official cadastre for the parish of Saint Sauveur
 de Québec, being a lot situate on Chateauguay
 street—with buildings thereon erected, circum-
 stances and dependencies. Subject to a yearly rent
 of \$5.00, payable to the Messrs. Boisseau, of Quebec,
 on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the
 TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN
 o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Deputy Sheriff.

Quebec, 24th July, 1902.

2744

[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **IN** a suit where **LÉON**
 No 35. } **PARENT**, of the municipality of the parish
 of Notre-Dame de Quebec, joiner, was Plaintiff;
 and the **TRUSTEES OF THE NORTH SHORE**
TURNPIKE OF QUEBEC, a body politic and
 corporate, having its place of business in the city of
 Quebec, were Defendants; and Sir Adolphe P. Caron,
 Charles Andrews Pentland and Gustaves G. Stuart,
 all three of Quebec, advocates, and practising
 together as such under the style and firm of Caron,
 Pentland & Stuart, were attorneys distracting;
 the said attorneys distracting against the said plain-
 tiff **Leon Parent**, to wit :

Le lot No 2 (deux), de la subdivision du lot No 98 (quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec "banlieue", étant un emplacement situé sur la Grande Allée—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 24 juillet 1902.
[Première publication, 26 juillet 1902.]

ED. BEGIN,
Député Shérif.
2749

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ISIDORE NOEL BELLEAU,
No 1413. } de la ville de Lévis, avocat ;
contre DAME MARY ANN MILNE, de la cité de
Montréal, fille majeure, et MARGARET REGNEY,
épouse de feu Ebenezer Joseph Milne, de la paroisse
de Saint-Romuald, à savoir :

Le lot No 191 (cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel de la partie Est du village Lauzon, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$17.50, dont $\frac{3}{5}$ (trois-cinquième) payable à Isidore Noël Belleau, de la ville de Lévis, avocat, $\frac{1}{5}$ (un-cinquième) à Dame Philomène Samson, épouse de Alexandre Brulotte, du village Lauzon, $\frac{1}{5}$ (un-cinquième) à Dame Adélaïde Samson, épouse de Benjamin Poirier, du village Lauzon, la dite rente payable le premier novembre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, comté de Lévis, le TRENTIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 24 juillet 1902.
[Première publication, le 26 juillet 1902.]

ED. BEGIN,
Député Shérif.
2747

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No 2427. } FRANCO CANADIEN,
corps politique et incorporé, ayant son principal
établissement en la cité de Montréal, et faisant
affaires en la cité de Québec ; contre ELIE SOUCY,
de la cité de Québec, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 566 (cinq cent cinquante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi-emplacement situé sur la rue Franklin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux MM. Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Québec, 24 juillet 1902.
[Première publication, 26 juillet 1902.]

ED. BEGIN,
Député Shérif.
2745

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LA COMMUNAUTÉ DES
No 829. } RELIGIEUSES DE
L'HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC, établie et faisant
affaires en la cité de Québec ; contre THEOPHILE
DANJOU, de l'endroit appelé Hedleyville, en la
municipalité de Limoilou, à savoir :

1° Le lot No 10 (dix), de la subdivision du lot No 513 (cinq cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, étant un emplacement situé sur la rue Anderson—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La partie est du lot No 9 (neuf), de la subdivision du lot No 513 (cinq cent treize), du même cadastre, étant un demi-emplacement situé au même lieu, contigu à celui ci-dessus, les deux lots susdits pour être vendus en bloc—circonstances et dépendances ; sujets les dits lots, à une rente foncière de \$15.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec le premier mai chaque année.

Lot No. 2 (two), of the subdivision of the lot No. 98 (ninety eight), of the official cadastre for the parish of Notre Dame de Québec, *banlieue*, being a lot situate on the Grande Allée—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, 24th July, 1902.
[First published, 26th July, 1902.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
2750

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ISIDORE NOEL BELLEAU,
No. 1413. } of the town of Lévis, advocate,
against DAME MARY ANN MILNE, of the city
of Montreal, spinster, and MARGARET REGNEY,
widow of the late Ebenezer Joseph Milne, of the
parish of Saint Romuald, to wit :

Lot No. 191 (one hundred and ninety one), of the official cadastre of the East part of the village Lauzon, being a lot situate on Saint Joseph street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$17.50, whereof $\frac{3}{5}$ (three fifths) payable to Isidore Noel Belleau, of the town of Lévis, advocate, $\frac{1}{5}$ (one fifth) to Dame Philomène Samson, wife of Alexandre Brulotte, of the village Lauzon, $\frac{1}{5}$ (one fifth) to Dame Adélaïde Samson, wife of Benjamin Poirier, of the village Lauzon, said rent payable on the first of November.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Lévis, county of Lévis, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, 24th July, 1902.
[First published, 26th July, 1902.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
2748

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 2427. } FRANCO-CANADIEN, a
body corporate and politic, having its chief place of
business in the city of Montreal, and doing business
in the city of Québec ; against ELIE SOUCY, of
the city of Québec, to wit :

The south west half of lot No. 566 (five hundred and fifty six), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Franklin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$5.00, payable to Messrs. Boisseau, of Québec, on the 29th of September.

To be sold at my office, in the city of Québec, the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Québec, 24th July, 1902.
[First published, 26th July, 1902.]

ED. BEGIN,
Deputy Sheriff.
2746

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } THE COMMUNITY OF
No. 829. } NUNS OF THE HOTEL-
DIEU OF QUÉBEC, established and doing business
at the city of Québec ; against THEOPHILE
DANJOU, of the place called Hedleyville, in the
municipality of Limoilou, to wit :

1. Lot No. 10 (ten), of the subdivision of the lot No. 513 (five hundred and thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being a lot situate on Anderson street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The east part of lot No. 9 (nine), of the subdivision of the lot No. 513 (five hundred and thirteen), of the same cadastre, being a half lot situate at the same place, contiguous to the one above described, the two lots aforesaid to be sold together (*en bloc*)—circumstances and dependencies ; said lots subject to a ground rent of \$15.00, payable to the Hôtel-Dieu of Québec, on the first of May of every year.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 10 juillet 1902. [Première publication, 12 juillet 1902.]

FIERI FACIAS.
Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } LA COMMUNAUTE DES
No 1378. } RELIGIEUSES DE
L'HOPITAL-GENERAL DE QUEBEC; contre
PHILIPPE LEGARE, du canton Lasalle, agricul-
teur, et ERNEST LEGARE, de la cité de Québec,
inspecteur de téléphone, conjointement et solidairement,
à savoir :

Le lot No 443 (quatre cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé boulevard Langelier—circonstances et dépendances; sujet à une rente constituée représentant les droits seigneuriaux de \$6.67, payable à l'Hôpital Général de Québec le 29 septembre chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUINZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 10 juillet 1902. [Première publication, 12 juillet 1902.]

To be sold at my office, in the city of Québec, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 10th July, 1902. [First published, 12th July, 1902.]

FIERI FACIAS.
Quebec Circuit.

Québec, to wit : } THE COMMUNITY OF NUNS
No. 1378 } OF THE GENERAL HOS-
PITAL OF QUEBEC; against PHILIPPE LE-
GARE, of township Lasalle, farmer, and ERNEST
LEGARE, of the city of Québec, telephone inspec-
tor, jointly and severally, to wit :

Lot No. 443 (four hundred and forty three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on boulevard Langelier—circumstances and dependencies; subject to a constituted rent representing the seigniorial rights of \$6.67, payable to the General Hospital of Québec, on the 29th of September of every year.

To be sold at my office, in the city of Québec, the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office, Québec, 10th July, 1902. [First published, 12th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, comté d'Yamaska.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DILON CARTIER ET AL.,
No 5772. } Demandeurs; contre PA-
TRICK DESCHENEAUX, menuisier, de la pa-
roisse de Saint-François du Lac, comté d'Yamaska,
et y faisant affaires comme associé gérant avec plu-
sieurs autres personnes comme associés commandi-
taires comme manufacturiers de portes, chassais,
fenêtres, ouvertures, etc., et l'exploitation d'un
moulin à scie sous la raison sociale de "P. Desche-
neaux & Cie," Défendeur.

Une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-François du Lac, en la concession Grande Terre, sur la route qui conduit à la Troisième, de la contenance de un arpent et demi de largeur, sur un arpent de profondeur; bornée devant, au nord-ouest, à la route dite de la Troisième, derrière et d'un côté, au sud-ouest, à Louis Lachapelle, fils de feu Olivier, et de l'autre côté, au nord-est, au dit Louis Lachapelle, fils de feu Olivier, à un certain fossé qui s'y rencontre et fait la ligne de séparation de ce côté—avec un moulin à scie et accessoires; laquelle portion de terre est une partie, ainsi que sus-désignée, du lot de terre connu et désigné, sous le numéro trois cent quarante-cinq (pt. No 345), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François du Lac, avec les servitudes active et passives, stipulées en un bail à rente foncière, consenti par le dit Louis Lachapelle, fils de feu Olivier, à la dite société P. Descheneaux & Cie, reçu devant Maître A. A. Mondou, notaire, le quatre décembre mil neuf cent un, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, sous le No 41,649; à la charge d'une rente foncière annuelle de vingt-quatre piastres, payable au dit Louis Lachapelle, fils de feu Olivier, le premier novembre, et aux autres charges du dit bail à rente foncière.

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Yamaska.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DILON CARTIER ET AL.,
No. 5772. } Plaintiffs; against PATRICK
DESCHENEAUX, joiner, of the parish of Saint
François du Lac, county of Yamaska, there doing
business as partnership and manager with several
other persons as special partners as manufacturers
of doors, sashes, windows, wood frames, &c., and
the operating of a saw mill, under the style of P.
Descheneaux & Cie, Defendant.

A parcel of land lying and situate in the parish of Saint François du Lac, in the Grande Terre concession, on the bye-road leading to la Troisième, containing one arpent and half in width by one arpent in depth; bounded in front to the north west, to the aforesaid bye-road called la Troisième, in rear and on one side, to the south-west, by Louis Lachapelle, son of late Olivier, and on the other side, to the north east, by the said Louis Lachapelle, son of late Olivier, to a certain ditch who is near and makes the division line on this side—with a saw mill and accessories; which portion of land is a part, such as mentioned, of a lot of land known and designated under number three hundred and forty five (pt. No. 345), on the official cadastre of the parish of Saint François du Lac, with the active and passive servitudes stipulated in a lease of ground rent, consented by the said Louis Lachapelle, son of late Olivier, to the said society P. Descheneaux & Cie, received before Mtre A. A. Mondou, notary, on the fourth of December nineteen hundred and one, and registered at the registry office of the county of Yamaska, under number 41,649; subject to the charge of an annual ground rent of twenty four dollars, payable to the said Louis Lachapelle, son of late Olivier, on the first of November, and other charges of the said ground rent lease.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François du Lac, le VINGT-SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT, Shérif.
Bureau du shérif, Sorel, 23 juillet 1902. 2755
[Première publication, 26 juillet 1902].

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Montréal

No 2682. } L. GRAVEL, Demandeur; contre
à savoir : } L. ARTHUR LEBEL, Défendeur,

Un emplacement contenant environ six perches en superficie; borné à l'ouest à la route de l'église, à l'est à Emile Belziles, au sud à Joseph Boulanger, et au nord à Auguste Cimon—avec une maison à deux étages, une boutique de forgeron et autres bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, étant partie du lot 185, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT 1902, à DIX heures ET DEMI avant midi.

L. N. ASSELIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Rimouski, 23 juillet 1902. 2759
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Rimouski.

No 2752. } P. D'ANJOU, Demandeur; vs. J.
LAVANCE, Défendeurs, savoir :

Comme appartenant à Jean Belavance :
Un emplacement de 80 pieds sur 40, plus ou moins; borné au nord à André et Thomas Belavance, au sud à Désiré Gendreau, à l'ouest à Edouard Jean, à l'est à la route de l'Eglise, étant partie du lot 173, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien—avec deux maisons sus-construites, circonstances et dépendances. A charge d'une rente annuelle de \$7.65, payable à la Toussaint, à Edouard Jean ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Rimouski, 23 juillet 1902. 2757
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
St-François, à savoir : } LA BANQUE NATIO-
No 123. } L NALE, Demanderesse;
vs. GEORGE ALLAIRE, Défendeur.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint François du Lac, on the TWENTY SEVENTH day of the month of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT, Sheriff.
Sheriff's Office, Sorel, 23rd July, 1902. 2756
[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—Montréal.

No. 2682. } L. GRAVEL, Plaintiff; against
ant, to wit : } L. ARTHUR LEBEL, Defend-

An emplacement containing about six perches in superficies; bounded towards the west by church bye-road, towards the east by Emile Belziles, towards the south by Joseph Boulanger, and towards the north by Auguste Cimon—together with a two story house, a blacksmith shop and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, being part of lot 185, of the official cadastre for the parish of Saint Fabien.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST, 1902, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN, Sheriff.
Sheriff's office, Rimouski, 23rd July, 1902. 2760
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Rimouski.

No. 2752. } P. D'ANJOU, Plaintiff; vs. J.
BELAVANCE, Defendants; to wit :

As belonging to Jean Belavance :
An emplacement containing 80 feet by 40, more or less; bounded to the north by André and Thomas Belavance, to the south by Désiré Gendreau, to the west by Edouard Jean, to the east by the church bye road, being part of lot 173, of the official cadastre for the parish of Saint Fabien,—together with two houses thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the charge of an annual rent of \$7.65, payable on the first of November (on all Saints day), to Edouard Jean or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Saint, Fabien on the TWENTY SIX day of AUGUST, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Rimouski, 23rd July, 1902. 2758
[First published, 26th July, 1902.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Saint Francis.
St. Francis, to wit : } LA BANQUE NATIO-
No. 123. } L NALE, Plaintiff; vs.
GEORGE ALLAIRE, Defendant.

Ces certains morceaux de terre situés dans le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, connus et désignés comme suit :

1° Le lot numéro deux (No 2), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

2° Le lot numéro trois A (No 3A), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

3° Le lot numéro six B (No 6 B), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les bâtisses y érigées et améliorations faites.

4° Le lot numéro sept A (No 7 A), dans le second rang, sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels du dit canton de Brompton—avec les dépendances y appartenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 juillet 1902. 2735
[Première publication, 26 juillet 1902]

Those certain pieces of land situate in the township of Brompton, in the county of Richmond, known and designated as follows :

1. The lot number two (No. 2), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. The lot number three A (No. 3 A), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

3. The lot number six B (No. 6 B), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the buildings and improvements thereon erected and made.

4. The lot number seven A (No. 7 A), in the second range, on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Brompton—with the appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint François Xavier de Brompton, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at ONE of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd July, 1902. 2736
[First published, 26th July, 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières à savoir : } SIMEON HILAIRE
No 560. } FRIGON, Deman-
deur ; vs. ALPHONSE TRUDEL, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, faisant partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt deux (582), du cadastre pour la paroisse de Saint-Tite, dans la concession du chemin du Gouvernement, contenant trois arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes, savoir : bornée en front par le nord au chemin public, en profondeur au flanc des terres du rang Saint-Pierre, joignant d'un côté au nord-est au dit Alphonse Trudel, et de l'autre côté, au sud-ouest, à Jean-Baptiste Auger—circonstances et dépendances.

2° Une terre située dans la paroisse de Saint-Tite, concession du chemin du Gouvernement, étant le lot de terre désigné par le numéro cinq cent quatre-vingt (580), du cadastre de la paroisse de Saint-Tite—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 juillet 1902. 2721
[Première publication, 26 juillet 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } UDGER GRAVEL,
No 526. } Demandeur ; vs.
JOSEPH EDMOND PLOURDE, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, sur le côté sud-est du chemin des Piles, contenant soixante pieds de front sur la profondeur d'environ un arpent et un quart, c'est-à-dire de la même profondeur que l'emplacement d'Antoine

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } SIMEON HILAIRE
No. 560. } FRIGON, Plaintiff ;
vs. ALPHONSE TRUDEL, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Tite, forming part of the lot number five hundred and eighty two (582), of the cadastre for the parish of Saint Tite, in the Government road concession, containing three arpents in front by the depth there may be within the following limits, namely : bounded in front on the north by the public road, in rear by the flank of the lands of the Saint Pierre range, on one side, to the north east, by the said Alphonse Trudel, and on the other side, to the south west, by Jean-Baptiste Auger—circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Saint Tite, the Government road concession, being the lot of land described as number five hundred and eighty (580), of the cadastre of the parish of Saint Tite—with the buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the TWENTY EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 23rd July, 1902. 2722
[First published, 26th July, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } UDGER GRAVEL,
No. 526. } Plaintiff ; vs. JOSEPH
EDMOND PLOURDE, Defendant.

A lot situate in the parish of Sainte Flore, on the south east side of the Piles road, containing sixty feet in front by the depth of about one arpent and a quarter, namely of the same depth as the lot of Antoine Dupont ; bounded in front by the said

Dupont ; borné en front par le dit chemin des Piles, en profondeur par un fossés, du côté nord-est par le dit Antoine Dupont, et du côté sud-ouest par Pierre Léon Gélinas, et faisant partie du lot de terre numéro cent soixante et cinq (165), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Sainte-Flore—avec ensemble une maison, une boutique et une remise dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Flore, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 23 juillet 1902. 2719
[Première publication, 26 juillet 1902.]

Piles road, in rear by a ditch, on the north east side by said Antoine Dupont, and on south west side by Pierre Léon Gélinas, and forming part of the lot of land number one hundred and sixty five (165), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Sainte Flore—with a house, a shop and a shed thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 23rd July, 1902. 2720
[First published, 26th July, 1902.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, portant la date du vingt-quatre juillet 1902, incorporant Lorenzo Evans, William Molson Dobell, Richard Henry Scougall, tous trois marchands, de la cité de Québec ; Reginald Molson Backett, marchand, de la cité d'Ottawa, et Norman Christensen, de la cité de Montreal, commis, pour les fins suivantes, savoir : d'acquérir des limites à bois, pouvoirs d'eau et autres propriétés, meubles et immeubles nécessaires ou avantageuses pour le commerce de bois ; et de faire les affaires de commerce et manufacture de bois dans toutes ses branches ; acquérir, construire et mettre en opération des moulins, quais, jetées, ouvrages hydrauliques, pouvoirs d'eau, travaux électriques, tramways, chemins de fer, bateaux à vapeur, goélettes ou autre embarcation, et de manufacturer, employer et vendre l'éclairage, chauffage et pouvoir artificiels ; louer et vendre des pouvoirs d'eau pour l'électricité, l'industrie, l'éclairage, le chauffage et autres fins ; faire les affaires de marchands et commerçants en général, et acheter et vendre des effets, articles et marchandises, y compris bois de sciage, bois de corde, bran de scie, bobine en bois, bois de pulpe, pulpe et papier et les manufacturer, sous le nom de "The Manicouagan and English Bay Export Company," avec un fonds social de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en cent cinquante actions (150), de mille piastres (\$1000.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-quatrième jour de juillet 1902.

JOS. DUMONT,

2767 Sous-secrétaire provincial en office.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Jos. St-Hilaire, Saint-Romuald.
Failli.

Avis est par le présent donné que M. Jos. St-Hilaire, entrepreneur, de Saint-Romuald, a, le 18 juillet 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, pour le district de Québec.

GEO. DARVEAU,
Gardien provisoire.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph. 2753
Québec, 19 juillet 1902.

Government Notice

Public notice is hereby given that under "The Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth of July, 1902, incorporating : Lorenzo Evans, William Molson Dobell, Richard Henry Scougall, all three merchants, of the city of Quebec ; Reginald Molson Backett, merchant, of the city of Ottawa, and Norman Christensen, of the city of Montreal, clerk, for the following purposes, viz : to acquire timber limits, water powers and other property real and personal necessary or useful, for lumbering operations ; and to carry on the business of lumbering and manufacture of lumber in all its branches ; to acquire, construct and operate mills, wharves, piers, water-works, electric works, tramways, railways, steamboats, schooners or other craft, and to manufacture, use and sell artificial light, heat and power ; to lease and sell water powers for electrical, industrial, lighting, heating and other purposes ; to carry on business as general merchants and traders, and to buy and sell goods, wares and merchandise, including saw-logs, cordwood, sawn lumber, spool wood, pulp wood, pulp and paper, and to manufacture same, under the name of "The Manicouagan and English Bay Export Company," with a capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into one hundred and fifty shares (150), of one thousand dollars (\$1,000.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty fourth day of July, 1902.

JOS. DUMOND.

Acting deputy Provincial Secretary.

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Québec. } Superior Court.
In the matter of Jos. St. Hilaire, Saint Romuald,
Insolvent.

Notice is hereby given that Mr. Jos. St. Hilaire, contractor, of Saint Romuald, has, on the 18th July, 1902, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Québec.

GEO. DARVEAU,
Provisional guardian.

Office : 244, Saint Joseph street. 2754
Québec, 19th July, 1902.

Québec.—*Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Eugène Rivard,
Débiteur insolvable ;
et

Théophile Rivard,
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

OCTAVE RAYMOND,
Gardien provisoire.

Contresigné :

J. L. O. VIDAL,
Procureur Requéant cession.
Québec, 24 juillet 1902.

2761

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Thomas H. Love and Thomas L. Jackson,
tous deux de la cité et du district de Montréal,
commerçants, faisant affaire en société comme tels
sous les nom et raison de "The Montreal Steam
Laundry Company",

faillis ;

et

Francis G. Bush, de la cité et du district de Mont-
réal, libraire, Gardien provisoire.

Avis est par le présent donné que les dits faillis
ont, ce jour, fait un abandon de leurs biens pour le
bénéfice de leurs créanciers.

C. A. McDONNELL,
Agissant gardien provisoire.

Bureau de C. A. McDonnell,
180 rue Saint-Jacques.
Montréal, 14 juillet 1902.

2765

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 406.

In re N. J. Bertrand, de Coaticook, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé, et
sera sujet à objection jusqu'au 19ième jour d'août
1902, après laquelle date les dividendes seront
payables.

OTIS SHURTLEFF,
Curateur.
Coaticook, 25 juillet 1902. 2763

Quebec—*Superior Court.*

In the matter of Eugène Rivard,
Debtor insolvent ;
and

Théophile Rivard,
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the debtor has made,
this day, a judicial abandonment of his property
for the benefit of his creditors, at the office of the
protonotary of the superior court, at Québec.

OCTAVE RAYMOND,
Provisional guardian.

Contresigned :

J. L. O. VIDAL,
Attorney for petitioner for assignment.
Quebec, 24th July, 1902.

2762

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Thomas H. Love and Thomas L. Jackson,
both of the city and district of Montreal, traders,
and co-partners, and there doing business to-
gether as such under the firm name and style of The
Montreal Steam Laundry Company.

Insolvents ;

and

Francis G. Bush, of the city and district of Mon-
treal, bookkeeper, Provisional guardian.

Notice is hereby given that the said insolvents
have, this day, made an abandonment of their pro-
perty for the benefit of their creditors.

C. A. McDONNELL,
Acting provisional guardian.

Office of C. A. McDonnell,
180, Saint James street.
Montreal, 14th July, 1902.

2766

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 406.

In re N. J. Bertrand, of Coaticook, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared herein, open to
objection until the 19th day of August, 1902, after
which date dividends will be payable.

OTIS SHURTLEFF,
Curator.
Coaticook, 25th July, 1902. 2764

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 30.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 30.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1357.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notice, &c., 1357.

AVIS : — Assemblée des examinateurs du conseil de l'Instruction Publique, 1359 ; Assemblée annuelle des actionnaires de la " The Eustis Mining Coy ", 1367 ; Dissolution d'école dissidente : — Municipalité d'Upton, comté de Bagot, 1359 ; Examen des candidats pour licence de mesureurs de bois, 1360 ; Requête pour obtenir lettres de vérification, 1367 ; Révocation arrêté en conseil : — Municipalité scolaire de Pintendre, Lévis, 1359.

NOTICES : — Meeting of the examiners of the council of Public Instruction, 1359 ; Annual meeting of the shareholders of The Eustis Mining Coy., 1367 ; Dissolution of dissent school : — Municipality of Upton, county of Bagot, 1359 ; Examination of candidates for license as lumber cutters, 1360 ; Petition to obtaining letters of verification, 1367 ; Order in council revoked : — School municipality of Pintendre, Lévis, 1359.

AVIS DE CANCELLATION : — Canton de : — Baby, 1360 ; Decalonne, 1359 ; Delisle, 1360 ; Marchand, 1360 ; Pohenegamook, 1360 ; Wodbridge, 1360.

NOTICES OF CANCELLATION : — Township of : — Baby, 1360 ; Decalonne, 1359 ; Delisle, 1360 ; Marchand, 1360 ; Pohenegamook, 1360 ; Wodbridge, 1360

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1362 ; Conseil législatif, 1361.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : — Legislative Assembly, 1362 ; Legislative Council, 1361.

ERRATUM : — Page 1202, du quatorze juin 1902, 1364.

ERRATUM : — Page 1202, of the fourteenth June, 1902, 1364.

FAILLIS : — Beaman, 1371 ; Bertrand, 1384 ; Cabana, 1371 ; Elliott & Co., 1370 ; Eno, 1371 ; Rivard, 1384 ; Love & Jackson, 1384 ; Shamy, 1370 ; St. Hilaire, 1383 ; The Dominion Sporting Goods Coy, 1371.

INSOLVENTS : — Beaman, 1371 ; Bertrand, 1384 ; Cabana, 1371 ; Elliott & Coy, 1370 ; Eno, 1371 ; Rivard, 1384 ; Love & Jackson, 1384 ; Shamy, 1370 ; St. Hilaire, 1383 ; The Dominion Sporting Goods Coy, 1371.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Chs. A. Paquet, 1370 ; La Cie théâtrale française, 1369 ; La Cie de médecines patentées françaises, 1368 ; La Cie d'imprimerie Geo. Pinault, jr., 1368 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1367 ; Thomas Baird & Son Coy, 1369.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Chs. A. Paquet, 1370 ; La Cie théâtrale française, 1369 ; La Cie de médecines patentées françaises, 1368 ; La Cie d'imprimerie Geo. Pinault, jr., 1368 ; The Price Porritt Pulpe & Power Coy, 1367 ; Thomas Baird & Son Coy, 1369.

LETTRES PATENTES EMISES : — The Manicouagan and English Bay Export Company, 1383.

LETTERS PATENT ISSUED : — The Manicouagan and English Bay Export Company, 1383.

MUNICIPALITÉ : — Demande de publier dans une seule langue : — Municipalité de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, 1360.

MUNICIPALITY : — Application for leave to publish in one language only : — Municipality of Sainte Adèle, county of Terrebonne, 1360.

NOMINATIONS : — Commissaire d'école : — Saint-Roch-Nord, comté de Québec, 1357.

APPOINTMENTS : — School commissioner : — Saint Roch North, county of Quebec, 1357.

Cour des commissaires : — Canton Duncaster, comté de Terrebonne, 1358.

Commissioners' court : — Township Duncaster, county of Terrebonne, 1358.

Greffier, cour de magistrat : — Comté de Bonaventure, 1358.

Clerk, magistrate court : — County of Bonaventure, 1358.

Inspecteur d'écoles : — Comté d'Arthabaska, 1357.

School inspector : — County of Arthabaska, 1357.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 1358.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 1358.

RATIFICATION : — The Montreal Park & Island Railway Coy and Armstrong & Cook, 1373.

RATIFICATION : — The Montreal Park & Island Railway Coy and Armstrong & Cook, 1373.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Bourdeau vs Miron, 1366 ; De Montigny vs Giguère, 1365 ; Doiron vs Poirier, 1364 ; Fecteau vs Vachon, 1365 ; Fournel vs Racine, 1366 ; Fortin vs Ouellet, 1365 ; Gagnon vs Goyer, 1366 ; Pagé vs Létourneau, 1365 ; Richard vs Chenevert, 1364 ; Robert vs Brousseau, 1365 ; Soucy vs Ouellet, 1366 ; Sulte vs Charest, 1366.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Bourdeau vs Miron, 1366 ; De Montigny vs Giguère, 1365 ; Doiron vs Poirier, 1364 ; Fecteau vs Vachon, 1365 ; Fournel vs Racine, 1366 ; Fortin vs Ouellet, 1365 ; Gagnon vs Goyer, 1366 ; Pagé vs Létourneau, 1365 ; Richard vs Chenevert, 1364 ; Robert vs Brousseau, 1365 ; Soucy vs Ouellet, 1366 ; Sulte vs Charest, 1366.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dme Sloane vs Lehness, 1367 ; Dme Smith vs Cooke, 1366.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dme Sloane vs Lehness, 1367 ; Dme Smith vs Cooke, 1366.

VENTE DE FAILLITE : — Dunn, 1372.

INSOLVENT'S SALE : — Dunn, 1372.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

- BEAUCE :—Demers, failli, 1374.
- BEDFORD :—Rév. Leclerc vs Dme Gaudette *et vir*, 1374.
- MONTREAL :—Charbonneau & Pelletier vs Thérien, 1375 ; Tessier, failli, 1376.
- OTTAWA :—Matte vs Parcher *ès-qual*, 1377.
- QUÉBEC :—Belleau vs Dme Milne *et al*, 1379 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Bougie, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Dme Paradis, 1377 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Levesque, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ratté, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Soucy, 1379 ; L'Hôpital Général de Québec vs Légaré, 1380 ; L'Hôtel Dieu de Québec vs Danjou, 1379 ; Parent vs Syndics commission à barrières de la Rive Nord de Québec, 1378.
- RICHELIEU :—Cartier *et al* vs Descheneaux, 1380.
- RIMOUSKI :—Danjou vs Belavance *et al*, 1381 ; Gravel vs Lebel, 1381.
- SAINT-FRANÇOIS :—La Banque Nationale vs Allaire, 1381.
- TROIS-RIVIÈRES :—Frigon vs Trudel, 1382 ; Gravel vs Plourde, 1382.

SHERIFFS' SALES

- BEAUCE:—Demers, insolvent, 1374.
- BEDFORD :—Rev. Leclerc vs Dme Gaudette *et vir*, 1374.
- MONTREAL :—Charbonneau & Pelletier vs Thérien, 1375 ; Tessier, insolvent, 1376.
- OTTAWA :—Matte vs Parcher *ès-qual*, 1377.
- QUEBEC :—Belleau vs Dme Milne *et al*, 1379 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Bougie, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Dme Paradis, 1377 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Levesque, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Ratté, 1378 ; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Soucy, 1379 ; L'Hôpital Général de Québec vs Légaré, 1380 ; L'Hôtel Dieu de Québec vs Danjou, 1379 ; Parent vs Trustees of the North shore Turnpike of Quebec, 1378.
- RICHELIEU :—Cartier *et al* vs Descheneaux, 1380.
- RIMOUSKI :—Danjou vs Belavance *et al*, 1381 ; Gravel vs Label, 1381.
- SAINT FRANCIS :—La Banque Nationale vs Allaire, 1381.
- THREE RIVERS :—Frigon vs Trudel, 1382 ; Gravel vs Plourde, 1382.